

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
5 avril 2024  
Français  
Original : arabe

**Assemblée générale**  
**Soixante-dix-huitième session**  
Point 34 de l'ordre du jour  
**La situation au Moyen-Orient**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-neuvième année**

**Lettres identiques datées du 5 avril 2024, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et comme suite aux lettres identiques datées du 20 mars 2024 adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2024/249](#)) concernant la plateforme maritime située au point de coordonnées E 48°50'07", N 29°24'15", le Koweït souhaite rappeler ce qu'il avait déclaré dans sa lettre datée du 14 avril 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par son représentant permanent auprès de l'Organisation ([S/2023/276](#)), à savoir que le site de forage susmentionné est situé dans sa zone maritime, telle que délimitée par le décret du 17 décembre 1967 et actualisée par le décret n° 317 du 29 décembre 2014, conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, dont le texte a été déposé auprès de l'Organisation. Il relève de la zone économique exclusive du Koweït, qui a des droits souverains exclusifs d'exploitation et d'exploration des ressources naturelles qui s'y trouvent. L'installation de la plateforme de forage susmentionnée en ce lieu est conforme aux dispositions des articles 55, 56 et 60 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Le Koweït tient à indiquer que les activités menées dans ses zones maritimes ne sont pas incompatibles avec les négociations relatives au tracé des frontières maritimes au-delà de la borne 162 et se déclare pleinement disposé à coopérer dans ce cadre pour parvenir à un accord définitif sur la frontière maritime entre les deux pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Ministre plénipotentiaire,  
Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Faisal GH A. T. M. Alenezi

